



Régine DELEBASSEE

Déléguée Syndicale Centrale CGT IBM-France

340/1 Avenue de la Marne

59700 Marcq-en-Baroeul

Tél : 06 61 84 84 10

Monsieur le Président de la République

Palais de l'Élysée

55, rue du Faubourg-Saint-Honoré

75008 PARIS

Marcq-en-Barœul, le 9 septembre 2014

Objet : Lettre ouverte concernant l'entretien accordé à Mme Virginie ROMETTY, CEO d'IBM Corp.

Monsieur le Président de la République,

Vous recevez en entretien officiel ce mercredi 10 septembre 2014 Mme Virginie ROMETTY, CEO d'IBM Corporation, ainsi que M. Alain Bénichou, Président d'IBM-France.

Nous comprenons l'intérêt que peut avoir a priori cette rencontre avec la plus haute responsable de la multinationale IBM, mais nous savons aussi que le discours tenu par IBM-France est en grand décalage avec la réalité vécue dans l'entreprise.

IBM-France, sur injonction d'IBM Corp, détruit méthodiquement ses emplois pour des objectifs purement financiers. Soit en se séparant de pans entiers d'activités, soit en délocalisant les emplois dans les pays aux plus bas coûts.

Depuis 2011, IBM dans le monde est régie par une « roadmap 2015 » qui impose des orientations de fond visant exclusivement à faire croître à court terme le rendement financier pour les actionnaires. L'objectif précis est de faire passer le bénéfice par action de 11 US\$ à 20 US\$ en cinq ans, soit 82 % d'augmentation du bénéfice mondial par action, qui est déjà à un niveau très conséquent. Ainsi, l'analyse des bilans financiers depuis 1996 met en exergue l'accroissement continu du montant des dividendes versés, alors que les investissements quant à eux ne cessent de diminuer.

Mme ROMETTY a d'ailleurs reconnu explicitement, dans « Business Week » du 19 septembre 2013, le choix stratégique d'IBM Corp » : « *Si nous n'avions pas coupé dans les effectifs et cédé des actifs, nous serions une beaucoup plus grande entreprise, potentiellement à croissance plus rapide, mais nous serions une entreprise réalisant une marge inférieure* ».

. / ...

A IBM-France, entreprise pourtant fière d'être centenaire cette année, cette politique se traduit par de massives suppressions d'emplois. Depuis 1992 (date du premier plan social), ce sont 25000 emplois supprimés (77 % de l'effectif total), dont 23500 totalement détruits (les autres ayant été transférés dans d'autres sociétés). Le bilan est lourd pour nous autres salariés d'IBM, mais aussi pour l'économie française. C'est sur quoi nous souhaitons attirer votre attention.

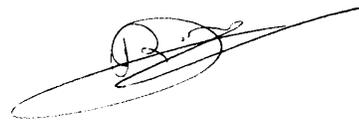
L'an passé, en juin 2013, IBM a créé un nouveau centre à Lille, directement rattaché à une holding à Amsterdam. La promesse faite par M. Bénichou au Ministère du Redressement productif et à la Région Nord-Pas-de-Calais était de 700 embauches en 3 à 5 ans, dont 200 la première année. Mais en parallèle, IBM-France a procédé en seulement douze mois à plus de 1200 suppressions nettes d'emplois. Le compte n'y est pas : le solde est terriblement négatif. Pourtant, la situation économique d'IBM-France n'est pas mauvaise, et cette année elle a même réalisé 920 millions d'euros en opérations financières strictement capitalistiques dans d'autres sociétés IBM (IBM Belgique, et IBM International Financing).

Le Personnel de notre entreprise a mal vécu ce qu'il a considéré être une entourloupe de sa direction envers les Pouvoirs Publics, qui ont pour partie financé le centre de Lille (200.000 euros en 2013 versés par la Région, soit près de six fois le capital apporté par IBM).

Monsieur le Président, la CGT IBM est très attachée à la défense de l'emploi, ainsi qu'à la place des technologies de l'information et de la communication dans notre société française. A IBM-France, nous possédons des compétences élevées dans beaucoup des domaines de l'informatique, y compris les plus prometteurs pour l'avenir. Il faut les protéger et les valoriser. Nous espérons que vous saurez faire valoir à la Présidente de notre maison-mère IBM Corp. les intérêts communs de notre Pays et de l'entreprise IBM. L'avenir au sein de notre collectivité de travail ne doit pas être une succession de PSE (Plans de Sauvegarde de l'Emploi qui se déclinent en réalité en Plans de Suppressions d'Emplois), mais le résultat d'une volonté affirmée de travailler au bénéfice réciproque de l'économie française et de la Compagnie IBM-France, les salariés devant avoir le juste retour de leur investissement professionnel.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

Pour la CGT IBM France



Régine DELEBASSEE

Déléguée Syndicale Centrale CGT

cc : M. Emmanuel MACRON, Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT